

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

Journal de Russie

Dossier

N° 1 du 01.01.2012

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Iran" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité :

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire

Tiré à part

romandie.com/news : Gorbatchev appelle Poutine à quitter le pouvoir maintenant .

Rachel Douglas : Gorbatchev, le missile des Britanniques contre la Russie.

Fin 2011 : la Russie en état d'alerte, envisage le recours à l'arme nucléaire.

1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

1-1 Jean-Marie Chauvier : Ingérence des États-Unis dans la crise électorale en Russie.

1-2 Tony Cartalucci : Les mensonges des médias occidentaux.

2 Dossier & Point de vue

2-1 Delphine Jaen : Après les législatives russes : l'opposition peut-elle échapper à la récupération occidentale ?

2-2 Complot contre Poutine.

2-3 Léon Camus : Qui veut la peau de Vladimir Poutine ?

3 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

3-1 Chavez : "Les protestations, en Russie, inspirées par les Etats-Unis".

3-2 Alexandre Latsa : Réflexion sur les manifestations en Russie.

Tiré à part

romandie.com/news : Gorbatchev appelle Poutine à quitter le pouvoir maintenant .

L'homme fort de Russie Vladimir Poutine doit quitter le pouvoir maintenant face à la contestation sans précédent contre son régime, a déclaré samedi l'ex-président soviétique Mikhaïl Gorbatchev.

Je conseillerais à Vladimir Vladimirovitch (Poutine) de partir maintenant, a déclaré le père de la perestroïka sur les ondes de la radio Echo de Moscou.

Il a déjà fait trois mandats : deux en tant que président (2000-2008), un en tant que Premier ministre - trois mandats, ça suffit, a souligné M. Gorbatchev.

Interrogé pour savoir s'il croyait à une telle possibilité, le prix Nobel de la paix a répondu : cela n'a rien de dramatique.

Actuellement Premier ministre, Vladimir Poutine est candidat à la présidentielle du 4 mars 2012.

Ironie du destin, le président soviétique Mikhaïl Gorbatchev a donné sa démission il y a vingt ans, le 25 décembre 1991, dans une déclaration qui a mis un point final à plusieurs mois d'agonie du régime soviétique.

Mikhaïl Gorbatchev a soutenu les organisateurs de la grande manifestation qui a mobilisé samedi 120.000 personnes, selon les organisateurs, 30.000 selon la police.

Il a aussi appelé le pouvoir à reconnaître qu'il y a eu beaucoup de falsifications et de manipulations aux élections législatives du 4 décembre et a demandé la tenue d'un nouveau scrutin.

http://www.romandie.com/news/n/_Gorbatchev_appelle_Poutine_a_quitter_le_pouvoir_maintenant241220111812.asp

Rachel Douglas : Gorbatchev, le missile des Britanniques contre la Russie.

Pour l'oligarchie transatlantique en quête d'une guerre afin de maintenir sa suprématie dans le monde, la contestation en Russie portant sur les résultats des élections à la Douma, a été du pain béni.

Selon The Economist de Londres qui y consacra de nombreux articles, ces événements ne sont peut-être pas « le début d'une révolution, mais ils sont certainement la fin de l'ère de prétendue stabilité de Poutine ». Et le journal qui rêve de refaire les années Gorbatchev/Eltsine d'exiger désormais plus d'ouverture aux investisseurs étrangers...

Outre les nombreuses personnalités associées aux milieux ultralibéraux de l'ère Eltsine, tel son ancien Premier ministre adjoint Boris Nemtsov, entre autres, ainsi que certains éléments de la mouvance nationale-bolchevique comme Limonov ou le blogueur Alexei Navalny, formé lui aussi par des proches de Soros à l'université de Yale, aux Etats-Unis, c'est Mikhaïl Gorbatchev, l'ancien président de l'URSS, qui était en première ligne pour dénoncer dans la presse russe et internationale les « fraudes » commises et appeler à la révolte. Dès le 7 décembre, dans une interview à Interfax, Gorbatchev appelait Medvedev et Poutine à annuler les élections et à en organiser de nouvelles.

Selon des sources à Washington, Gorbatchev était également en contact téléphonique avec le président Obama, l'ambassadrice des Etats-Unis à l'ONU, Susan Rice, et l'ancienne secrétaire d'Etat de l'époque de la guerre froide, Madeleine Albright, aujourd'hui présidente du National Democracy Institute (NDI), une branche du National Endowment for Democracy, organisation qui finance et coordonne, avec George Soros, les révolutions de couleurs dans les pays de l'est européen et ailleurs. C'est d'ailleurs ce groupe qui a exigé d'Hillary Clinton, pourtant l'une des seules voix favorables au dialogue pacifique entre la Russie et les Etats-Unis, qu'elle dénonce fortement la « fraude ».

Avant l'élection, de l'argent de l'étranger était venu arroser copieusement l'opposition extraparlamentaire. Les fonds ont transité par le NDI d'Albright et l'Agence des Etats-Unis pour le développement international, dont le chef de programme, Sean Carroll, avait collaboré avec Gorbatchev au sein du Club de Madrid, une organisation d'anciens chefs d'Etat dont Gorbatchev est l'une des stars. Voici donc la source des « centaines de millions de dollars » dénoncée par Vladimir Poutine, dans son discours du 8 décembre devant les membres du Front national des peuples.

Gorbatchev, l'homme de Londres

Gorbatchev à Londres en décembre 1984, trois mois avant de devenir chef de l'URSS.

Derrière lui, la Baron Howe, chef du Foreign Office et artisan de la politique ultra-libérale de Thatcher. Crédit: Fox Photos/Getty Images Mais pour quiconque connaît l'histoire de la chute de l'URSS, l'activisme déployé par Mikhaïl Gorbatchev en faveur de cette contestation signe cette déstabilisation du label « made in London ». En effet, on sait que Mikhaïl Gorbatchev fut choisi par la dame de fer britannique, Margaret Thatcher, comme le meilleur candidat au poste du Secrétaire général du Parti communiste d'URSS en 1985. C'est au cours d'une série de séminaires organisés en Angleterre dès 1982 avec de jeunes dirigeants soviétiques, portant sur la meilleure transition possible pour un système soviétique au bord de l'effondrement, que Thatcher rencontra Gorbatchev et le choisit comme meilleur dirigeant de l'URSS pour ce moment de crise. La rencontre eut lieu en 1984, alors que Gorbatchev avait été envoyé à Londres à la tête d'une mission parlementaire pour tenter d'ouvrir des négociations sur une sortie de crise. C'est là qu'il trouva les recettes économiques néolibérales de la Perestroïka, qui précipitèrent dans le marasme le plus total une Russie déjà en faillite à cause d'une épuisante course aux armements et de mauvaises conceptions économiques. Le soutien de Thatcher à Gorbatchev n'a jamais faibli par la suite.

Comme LaRouche l'a toujours dénoncé, Gorbatchev était « la chose » de l'oligarchie britannique. Il succéda à Youri Andropov, lui-même issu de ces milieux les plus anglophiles au sein de la nomenklatura soviétique, qui rejetèrent rageusement la proposition de LaRouche en faveur de l'Initiative de défense stratégique (IDS) de 1983, ainsi que la coopération économique et le dialogue pacifique qui s'offraient aux deux blocs autour de ce projet. C'est au nom des intérêts britanniques que Gorbatchev s'opposa en 1983 à LaRouche et à ses propositions.

Après la chute de l'URSS, Gorbatchev fut coopté par les milieux les plus hauts placés de l'establishment transatlantique, défendant son agenda pour la mondialisation financière et rejoignant aussi sa croisade écologiste au sein de l'organisation qu'il avait créée : la Croix verte internationale.

Retour en Russie

Haï par le commun des mortels en Russie où, comme son ancien collaborateur Andreï Gratchev l'a confirmé dernièrement au cours d'une conférence de presse à Paris, sa réputation indélébile est celle du « fossoyeur de l'URSS », Gorbatchev a tout de même tenté un retour en Russie en 2007. Ses tentatives de s'installer dans une Russie stabilisée par les efforts de Poutine furent un échec, de même que son parti social-démocrate, créé en 2000. Récemment, il a fondé une ONG, l'Union des sociaux démocrates. Fin 2008, au plus fort de la crise, il lançait le groupe Rygoletto, dont l'un des codirigeants était le propriétaire de Novaya Gazetta, l'homme d'affaires Alexandre Lebedev, un proche de la City de Londres où il fréquente Nat Rothschild, fils de l'affairiste Sir James Rothschild. En 2009, Rygoletto a présenté un plan anti-crise prévoyant notamment que d'importantes compagnies privées russes, endettées auprès des créanciers de la City de Londres, soient prêtes à céder leur capital à ces créanciers en paiement de leurs dettes ! Pour Gorbatchev, c'était le préalable pour que les capitaux étrangers continuent à assurer les besoins de l'économie russe.

Depuis septembre 2010, Gorbatchev a fondé, avec Lebedev et Boris Nemtsov, le Dialogue civil. Plusieurs de ses dirigeants ont joué un rôle clé dans le déclenchement des protestations récentes en Russie. En février de cette année, il accusa Russie unie d'être une « mauvaise imitation » de l'ancien Parti communiste soviétique et lança cette mise en garde : « Si les choses continuent comme elles vont, la probabilité d'un scénario à l'égyptienne va s'accroître. Mais il pourrait finir bien plus mal. »

La meilleure réponse à ces ingérences fut celle du Professeur Igor Panarin, de l'Académie diplomatique du ministère russe des affaires étrangères. En juin 2010, il accusa Gorbatchev, et Nikita Khrouchtchev avant lui, d'avoir été portés au pouvoir par les renseignements britanniques. Gorbatchev doit être jugé « par un tribunal public », chargé de déterminer comment ce personnage a pu mener une politique aussi hostile au pays où il est né et où il a grandi.

Dans un entretien à Der Spiegel, Dmitri Rogozin, ambassadeur russe à l'OTAN, a commenté l'intervention de Gorbatchev dans les événements récents : « Il avait bien compris la situation de ses partenaires occidentaux, mais tellement mal celle de son propre pays, que l'Union soviétique a disparu de la carte. En Occident, il est clairement applaudi pour ces raisons, mais en Russie, Gorbatchev ne peut pas sortir dans la rue sans gardes du corps, car il risquerait de se faire taper dessus par des ingénieurs ou des ménagères. Ni le Président Medvedev, ni Vladimir Poutine ne répéteront les prétendus exploits de Gorbatchev. Nous, les Russes, sommes allergiques à ce genre d'homme politique. »

Rachel Douglas,

De la rédaction Russie du magazine américain EIR

<http://french.irib.ir/analyses/articles/item/160840-gorbatchev-le-missile-des-britanniques-contre-la-russie>

1.Posté par Al Damir le 26/12/2011 21:54

Gorbatchev dirigeait le KGB comme son homologue américain Georges Bush la CIA.durant la même période. Gorbatchev a été le plus grand transfuge et même le plus grand traître à sa patrie l'Union Soviétique. L'épisode d'Elstine (une autre marionnette) a été un scénario bien monté pour étouffer cette opération machiavélique.

Et naturellement Gorbatchev a été chouchouté par l'occident pour services rendus et bénéficie depuis d'une certaine protection jusqu'à de nos jours. Le peuple russe devrait le pendre s'il mettait la main dessus et le jeter dans la poubelle de l'histoire.

Fin 2011 : la Russie en état d'alerte, envisage le recours à l'arme nucléaire.

Le chef d'état-major russe le général Nicolaï Makarov a affirmé que le recours à l'armement nucléaire contre l'Occident est for plausible en cas de conflit sur les territoires de l'ex-Union soviétique.

Selon l'expert militaire russe Mikhaïl Barabanov qui s'exprimait mercredi dernier pour le journal Komsomolski Pravda, le général Makarov a évoqué cette éventualité en précisant que la Russie pourrait très bien recourir à la bombe atomique si des états occidentaux principaux, en l'occurrence les Etats-Unis en venaient à s'ingérer dans les conflits sur les territoires de l'ex-Union soviétique comme en Ukraine par exemple ou dans les pays d'Asie centrale. Sachant que la doctrine militaire russe moderne envisage le recours à l'armement nucléaire contre des forces ennemies.

Selon l'expert russe, la Russie préserve son arsenal militaire car ceci permet aux autres de se contrôler et de plaider pour la paix. Babanov estime que son pays ne peut recourir à l'armement nucléaire que s'il entre dans un conflit avec des parties qui le devance dans le domaine des armements traditionnels, signalant que ceci n'est applicable qu'aux Etats-Unis.

Les relations entre la Russie et les Etats-Unis ont été exacerbées par les plans américains de déployer des système de défense anti balistique dans les régions limitrophes de la Russie et dans des états qui ont pendant longtemps fait partie de l'ex-Union soviétique.

Le déploiement récent du bouclier anti missile en Turquie a lui aussi été critiqué par Moscou.

Poutine: les Américains ont peur de la Russie

Le Premier ministre et candidat favori aux présidentielles Vladimir Poutine a soupçonné certains pays de vouloir mettre la Russie de côté pour contrôler le globe terrestre vu que son pays possède sa propre vision et exerce une politique étrangère indépendante.

Selon Poutine, les Américains voient d'un œil suspicieux les capacités nucléaires russes et commettent l'erreur de croire qu'ils devraient les neutraliser, puis envisager ultérieurement la possibilité d'entreprendre des liens d'alliance avec elle, qualifiant cette façon de penser de faire partie de l'ère de la guerre froide.

En réponse aux déclarations du sénateur américain John MacCain selon lequel le Printemps arabe s'approche de la Russie, Poutine a estimé qu'ils sont l'expression de la peur de la Russie. Il a mis en garde contre les tentatives de miner les sociétés par les révolutions colorées et qui selon lui « ne sont pas nées spontanément ».

S'adressant aux Etats-Unis, il les a mis en garde contre le fait de percevoir le monde comme s'il était unilatéral, les accusant ne chercher qu'à avoir des sujets et non des alliés. A cet égard, il a rappelé qu'ils ont attaqué l'Afghanistan et l'Iran sans consulter personne puis ont contraint les autres à les rejoindre.

Etat d'alerte et repositionnement russe militaire, jusqu'en Amérique Latine!

Par ailleurs, des sources russes ont signalé que l'aggravation de la situation géopolitique dans la région inquiète la Russie et l'incite à poursuivre la consolidation de ses forces au plus vite dans les régions du sud du Caucase, en mer Caspienne, en Méditerranée et en Mer Noire.

Depuis le mois de novembre dernier Moscou a achevé l'installation de sa base militaire « 102 » en Arménie et a dépêché des unités militaires stationnées dans la base Erivan dans la région de Gormi a proximité de la frontière arméno-turque. Les familles des militaires russes en Arménie ont vite été rapatriées.

Dès le début du mois de décembre, les forces russes ont été mobilisées et sont mises en état d'alerte dans les bases d'Ossétie, et d'Abkhazie, alors que ses navires de guerre jalonnent la mer noire a proximité de la frontière avec la Géorgie.

Une brigade de missiles côtiers, portant des projectiles « Bal-A » d'une portée de 130 Km a été placée en état d'alerte au Daghestan, près des frontières avec l'Azerbaïdjan. Des bateaux de missile appartenant à la flottille de la mer Caspienne ont été envoyés vers les régions proches de la capitale du Daghestan. Le navire « Volgodonsek » équipé d'artillerie côtière lourde devrait rejoindre le grand navire de garde le « Tatarstan », équipé de missile de 200 Km de portée.

Dernièrement, un ensemble de pièces militaires russes, dont le croiseur lourd-poids et porte-avions "Admiral Kouznetsov" a pris le large vers la Méditerranéenne, où il doit se rendre au port syrien de Tartous. Des sources au ministère russe de la Défense ont déclaré que ce groupe peut vraisemblablement être accompagné de plusieurs sous-marins russes.

Des informations provenant de sources russes font état que la Russie déploie depuis 2008 en Amérique Latine un bouclier de lance-bombes stratégiques russes capable de porter des têtes nucléaires, c'est-à-dire à quelques kilomètres des Etats-Unis.

<http://www.almanar.com.lb/french/adetails.php?eid=43606&cid=19&fromval=1&frid=19&seccatid=33&s1=1>

Les autorités russes ne se sont pas privées de montrer du doigt les ingérences étatsuniennes dans le processus électoral controversé en Russie. Après avoir dénoncé les déclarations intempestives de Mme Hillary Clinton, elles ont mis en avant le financement par l'agence gouvernementale USAID de l'organisation « Golos », chargée du monitoring des élections et qui déploie une intense activité depuis plusieurs semaines pour démontrer le caractère frauduleux des élections législatives du 4 décembre 2011.

Ces liens entre « Golos » et USAID ont été « révélés » par le magazine américain « Life », mais on pouvait se passer d'une telle « révélation » : les documents de USAID en font périodiquement état, les « élections démocratiques » en Russie étant l'un des grands soucis du gouvernement des États-Unis.

L'association « Golos », que dirige M. Gregory Melkoyants, a plusieurs implantations régionales, et figure également sur les listes d'ONG assistées par National Endowment for Democracy (NED) la fondation conservatrice créée en 1983 par Ronald Reagan pour combattre l'URSS et le communisme et qui s'emploie, depuis 1991, à étendre l'influence et les clientèles de Washington dans tout l'espace ex-soviétique.

Figurent également, sur les listes de NED, de nombreuses associations russes de lutte pour les Droits de l'Homme et les libertés, pour l'inventaire des crimes de l'ère soviétique, contre le racisme et la guerre en Tchétchénie. Parmi ces associations, il ne manque pas de noms connus du public occidental, vu qu'elles sont aussi les sources d'information des journalistes étrangers en poste ou en reportage à Moscou : le centre Youri Levada d'étude de l'opinion publique, la Fondation Andreï Sakharov, le Comité tchéchène de salut national, les associations « Sova », "Memorial" etc... (cf document joint)

Les « intervenants » étatsuniens sont proches, politiquement, de plusieurs des leaders de la contestation libérale. Leur espoir, de longue date, est d'amorcer en Russie une « révolution colorée » qui permettrait d'écarter Vladimir Poutine – principale « bête noire » des adversaires russes et étrangers du régime en place à Moscou.

Ce 10 décembre, outre les libéraux de droite, des mouvements tels que le « Front Gauche » et les nationaux-bolchéviques manifesteront en Russie pour exiger de nouvelles élections et une « Russie sans Poutine ». Ils seront rejoints par les partis communiste et « Russie Juste », principaux bénéficiaires de ce scrutin mais qui, contrairement aux libéraux, ne souhaitent pas être instrumentalisés de l'extérieur pour déstabiliser leur pays. Des rassemblements sont prévus dans plusieurs villes, dont le centre de Moscou, autour duquel d'importantes forces de sécurité ont pris place.

Le PC organise aussi une autre manifestation le 18 décembre.

La contestation démocratique et « de gauche » aura donc fort à faire pour ne pas de laisser entraîner dans une aventure manipulée.

Dans ce climat tendu, toute espèce de provocation, risquerait d'entraîner la Russie dans une dérive de violence et de crispations du parti du pouvoir, « Russie Unie », peu enclin à supporter une concurrence politique sérieuse.

Jean-Marie Chauvier

9 décembre 2011

Jean-Marie Chauvier est un collaborateur régulier de Mondialisation.ca.

Articles de Jean-Marie Chauvier publiés par Mondialisation.ca

Mondialisation.ca,

Le 12 decembre 2011

1-2 Tony Cartalucci : Les mensonges des médias occidentaux.

Protestations en Russie:

1. Ce que les médias disent:

De CNN: “Entre 20 et 25 000 manifestants se sont rassemblés dans la capitale Moscou, a dit Ria Novosti Samedi, citant la police. Il n’y a eu aucun trouble et la sécurité a été renforcée.

Vladimir Ryzhkov, co-premier secrétaire du parti de la liberté du peuple, a dit que 40 000 personnes étaient rassemblées et quelques 10 000 se dirigeaient vers des lieux de protestation, a rapporté l’agence de presse.”

Ce que les médias ne vous disent pas:

Vladimir Ryzhkov est un membre de la NED, financée par le gouvernement Etats-Unien.” La NED finançait également les observateurs des élections que Ryzhkov cite comme sa justification pour remplir les rues de Russie avec de la contestation.

2. Ce que les médias disent:

From CBS/AP: “Des centaines de personnes ont été arrêtées dans de plus petites manifestations plus tôt dans la semaine. Quelques-uns, incluant le blogueur influent de l’opposition Alexei Navalny, furent condamnés à 15 jours de prison.”

Ce que les médias ne vous disent pas:

Alexei Navalny, défendu by Neo-Con, Fortune 500 think-tank (page 18) Henry Jackson Foundation, était le co-fondateur de US NED-funded “Da!” ou “Democratic Alternative.”

L’autre co-fondateur Mariya Gaydar coordonnerait les activités avec un autre US NED-funded movement, le Moscow Helsinki Group qui mène la campagne “Stratégie 31”, mené par un autre activiste “important” que les médias occidentaux mentionnent beaucoup: Ilya Yashin.

3. Ce que les médias disent:

From the London Telegraph: “Les élections russes: Boris Nemtsov appelle pour une nouvelle élection. Boris Nemtsov, un personnage haut en couleur de l’opposition libérale du pays, fut un de ceux qui furent arrêtés durant la manifestation anti-Kremlin de Jeudi soir. Il a été relâché depuis.

Ce que les médias ne vous disent pas:

Boris Nemtsov mène le “Parti de la Liberté du Peuple” russe avec le sus-mentionné et collaborateur de la NED-USA (NdT: la NED est une vitrine reconnue de la CIA, branche de l’USAID), Vladimir Ryzhkov. A part le fait d’être membre du même parti, le conseiller politique de Nemtsov, Vladimir Kara-Murza (de Solidarnost), a récemment pris part le 14 Septembre 2011, à un évènement sponsorisé par la NED et intitulé: “Les élections en Russie: Sondages et perspectives”.

4. Ce que les médias disent:

From the Guardian, Comment is Free: “Pour avoir travaillé avec Golos, la seule organisation indépendante de Russie pour l’observation des élections, pendant plus de huit ans, je n’avais jamais imaginé que l’administration du président se serait engagée dans une campagne ouverte contre notre organisation, spécifiquement dans la semaine précédent les élections législatives pour la Douma de Dimanche dernier.”

Ce que les médias ne vous disent pas:

Golos est financée par la NED, elle-même financée par le gouvernement des Etats-Unis. Cité sur le site internet de l’agence the official NED.org website:

“Regional Civic Organization in Defense of Democratic Rights and Liberties “GOLOS”

65 000 US\$ afin de procéder à une analyse détaillée du cycle des élections de l’automne 2011 et du printemps 2012 en Russie, ce qui inclura une observation de la presse, de l’agitation politique, de l’activité des commissions électorales et des autres aspects de l’application de la législation électorale sur le processus d’élection dans le long-terme. Golos tiendra des conférences de presse locales et nationales et publiera des rapports sur ses trouvailles, ainsi que donnera un avis méthodologique détaillé à ses observateurs et à ceux d’autres agences.”

Conclusion

Le fil conducteur inséparable entre la mosaïque des groupes d’opposition qui remplissent maintenant les rues de Russie est leur financement et leur soutien de courtoisie par le gouvernement des Etats-Unis et la NED. Les médias occidentaux de masse refusent de reconnaître ceci et sont complètement imperméables au fait que les observateurs qui ont reportés de la “corruption” et “de la fraude électorale” sont en

première instance financés par la NED états-unienne, ceci incluant la très souvent mentionnée GOLOS. Quand certaines reconnaissances sont faites, elles sont minimisées et des mots comme “indépendant” sont toujours utilisés alors même que Golos est financée par un gouvernement étranger qui est clairement en faveur de l’opposition russe; ceci est une question importante et illustre parfaitement un conflit d’intérêt.

Quand les médias omettent systématiquement les liens de l’opposition russe avec le gouvernement des Etats-Unis qui facilite ses réseaux, ses ONG et son activité politique, il existe une conspiration réelle. Exposer ces liens entre le gouvernement américain et l’opposition russe est le devoir de tout journaliste digne de ce nom, ainsi que de relater les faits et la vérité de manière impartiale afin d’informer le public. Ce n’est seulement qu’avec un corps de journaliste honnête, motivé, éthique et fonctionnant correctement que la démocratie peut réellement fonctionner.

Alors que le gouvernement des Etats-Unis croasse sur le fait de promouvoir “la vraie démocratie” en Russie, l’hypocrisie aveuglante qui émane des gouvernements occupés par la clique des financiers de Wall Street et de la City de Londres, ne peut que faire sonner le message creux.

Tony Cartalucci

Landdestroyer.blogspot.com

Mondialisation.ca,

11 décembre 2011

Article original en anglais :

Russian Protests: Western Media Lies,

What the media says and what the media doesn't tell you.

Paru le 10 décembre 2011.

Traduction : Résistance 71

Articles de Tony Cartalucci publiés par Mondialisation.ca

2 Dossier & Point de vue

2-1 Delphine Jaen : Après les législatives russes : l'opposition peut-elle échapper à la récupération occidentale ?

Comme en Libye et en Syrie, la question de la récupération de l'opposition populaire par les puissances occidentales est aujourd'hui d'actualité après que les élections législatives du 4 décembre dernier aient accordé une courte majorité au parti "Russie Unie" de Vladimir Poutine et Dimitri Medvedev.

Dès le 6 décembre la bouillante secrétaire d'Etat américaine Mme Clinton s'est empressée de qualifier d'"injuste" les élections législatives russes et a demandé une enquête sur les fraudes présumées, à l'heure où se tendent à nouveau les relations entre Moscou et Washington sur le projet de bouclier antimissile de l'OTAN.

Le journaliste belge Jean-Marie Chauvier explique dans un article récent que l'association « Golos », que dirige M. Gregory Melkoyants, est un des principaux relais de l'action des Etats-Unis en Russie.

Elle, "a plusieurs implantations régionales, et figure également sur les listes d'ONG assistées par National Endowment for Democracy (NED) la fondation conservatrice créée en 1983 par Ronald Reagan pour combattre l'URSS et le communisme et qui s'emploie, depuis 1991, à étendre l'influence et les clientèles de Washington dans tout l'espace ex-soviétique", précise-t-il. Les Occidentaux peuvent aussi compter sur "de nombreuses associations russes de lutte pour les Droits de l'Homme et les libertés, pour l'inventaire des crimes de l'ère soviétique, contre le racisme et la guerre en Tchétchénie. Parmi ces associations, il ne manque pas de noms connus du public occidental, vu qu'elles sont aussi les sources d'information des journalistes étrangers en poste ou en reportage à Moscou : le centre Youri Levada d'étude de l'opinion publique, la Fondation Andreï Sakharov, le Comité tchéchène de salut national, les associations « Sova », "Memorial" etc..." .

Dans son compte rendu de la manifestation du 10 décembre à Moscou qui a réuni 30 à 40 000 personnes Jean-Marie Chauvier remarque que les libéraux, interlocuteurs privilégiés des Occidentaux, dirigés par Boris Nemtsov ont cherché à voler la vedette aux autres tendances présentes dans le cortège, notamment le Parti communiste (qui dépasse Russie Unie en Moyenne Sibérie - Novossibirsk, Irkoutsk, Argansk, Omsk) et Russie Juste (le parti propulsé par le Kremlin pour concurrencer le PC et qui occupe aujourd'hui l'espace socialdémocrate). De nouvelles manifestations sont prévues les 17, 18 et 24 décembre.

Dans un communiqué du 12 décembre le vice président du comité central du Parti communiste de la fédération de Russie, Vladimir Kachine accuse les libéraux pro-Occidentaux d'essayer de voler la victoire au peuple et rappelle que les libéraux, qui avaient participé à la prise de la Douma par les armes aux côtés de Eltsine, ont été associés à toutes les manipulations de la présidence eltsinienne sont tout aussi autoritaires et aussi peu démocrates que Russie Unie. Le parti communiste a proposé le 7 décembre à Russie Juste une alliance électoral pour que Ziouganov soit le candidat unique de tout "le centre gauche", proposition rejetée le 10 par Russie Juste qui a désigné son propre candidat.

Delphine Jaen

<http://atlasalternatif.over-blog.com/>

2-2 Complot contre Poutine.

Une étape cruciale de la stratégie américaine

Il faut faire sauter le verrou russe. C'est devenu l'obsession de Washington.

La Russie et son retour en puissance constituent, désormais, l'obstacle principal à la réussite de la stratégie américaine de contrôle du monde, par ses ressources énergétiques. Car les Américains, tout en étant conscients de leur affaiblissement, restent, cependant, toujours persuadés qu'ils ont une mission messianique de domination du monde. Pour son bien.

Mais, l'échec, au regard des objectifs visés, des interventions militaires en Irak, puis en Afghanistan, a engendré une nouvelle stratégie plus subtile et plus efficace. Il s'agit d'une subversion des régimes considérés comme hostiles. Cela ne concerne évidemment que les régimes autoritaires, et non totalitaires comme nous l'avons déjà analysé à l'occasion de la succession coréenne.

Ce sera les « l'insurrection démocratique », comme en Libye ou en Syrie. Il s'agit là de mouvements ethniques ou religieux, mettant en cause le pouvoir établi et demandant la démocratie pour établir leur propre domination. Les rebellions se transforment, rapidement, en guerres civiles que l'on appuie militairement, directement comme en Libye, indirectement comme en Syrie.

En Russie est appliquée la « déstabilisation électorale », celle qui suit un vote. Le scrutin est, dès le lendemain, qualifié, par les Américains et leurs alliés internationaux ou de l'intérieur, comme « contesté et controversé ». On finance alors des opposants qui tentent de tenir la rue devant des médias acquis. Cela a déjà été réalisé en Ukraine. Cela a été tenté en Iran. C'est à l'œuvre actuellement en Russie. Ce qui étonne, chaque fois, c'est la naïveté des régimes visés par ces procédés connus et leur incapacité à empêcher leur déclenchement.

L'indispensable domination énergétique du monde pour ralentir un déclin inévitable passe par la déstabilisation de la Russie de Poutine et la mise au pouvoir, à Moscou, d'un régime normalisé. En effet, des pays arabo-musulmans à l'Asie centrale, quel est le véritable obstacle à l'impérialisme libéral et énergétique américain ? La Russie puissance. Une Russie assimilée à un homme : Poutine. Il faut donc faire sauter Poutine.

Une preuve, parmi d'autres, de l'instrumentalisation préméditée ? Une photo qui a fait le tour du monde. Un visage représente les "manifestants de la liberté" : celui d'une vieille femme ridée, une ex-communiste forcément, nostalgique de Staline et des goulags. Un drôle de visage, tout de même, pour le combat démocratique.

Elle brandit une photo de Poutine, un cliché numérisé du dirigeant vieilli, blanchi et ridé. Or la vieille n'a sans doute jamais vu un ordinateur. Et si elle en a vu un, elle est bien incapable de s'en servir. L'image numérique a donc été préparée par des officines technologiques. Cette seule photo prouve la manipulation des contestataires et confirme les accusations du Kremlin sur la main des Américains dans les manifs anti-Poutine.

Comme Washington préfère les Islamistes à Moubarak, ils semblent prêts à ramener les Soviétiques pour en finir avec Poutine. Une politique à courte vue pour les intérêts immédiats des USA, qui s'est payée au prix fort en Afghanistan, où l'Islamisme a été joué contre le soviétisme. Décidément, les dirigeants américains ne tirent leçon de rien. Parfois, les ennemis de mes ennemis peuvent être mes pires ennemis aussi.

La stratégie de la déstabilisation par le vote, possible dans les régimes autoritaires, est efficace. Mais elle peut échouer, comme en Iran. Si elle échoue en Russie, on peut faire confiance à Poutine pour en tirer les leçons et tenter, par tous les moyens, de se venger de ceux qui, de toute évidence, veulent sa peau, au moins politique.*

<http://metamag.fr/metamag-554-Compl...>

2-3 Léon Camus : Qui veut la peau de Vladimir Poutine ?

La colère virtuelle gronde sur la Toile et déborde sur la rue moscovite pour dénoncer Poutine le ripou et les fraudes électorales qui frapperaient de nullité les dernières élections législatives russes. Mais que cherchent les agitateurs télématiques et les provocateurs de la voie publique ? Un changement de régime en Russie ? Bloquer la réélection de Poutine à la présidence en mars prochain ? Dissuader Moscou de persévérer à soutenir le Baas syrien et d'envoyer sa flotte de guerre en Méditerranée orientale ? Ou encore de continuer à participer au programme nucléaire iranien ? Ou bien tout cela ensemble ? N'empêche, l'escalade des défis, et de menaces tous azimuts devient de jour en jour plus manifeste au risque - peut-être - de nous conduire vers un conflit généralisé... Car sans être outrancièrement alarmiste, et moins encore catastrophiste, il est à l'heure actuelle difficile d'ignorer que sur le tableau de bord mondial tous les voyants, les uns après les autres, passent au rouge. Encore qu'il faille se montrer prudent, car les fauteurs de guerre - les vrais - s'entendent à brouiller les pistes, à jeter de l'huile sur le feu, à souffler le chaud puis le froid et attiser les peurs... ce faisant, parfois même sous couvert de dénonciation des périls, à préparer les esprits au pire mais en inversant habilement causes et effets... c'est-à-dire en imputant leurs propres intentions criminelles à des tiers qui n'en peuvent mais !

Oceania contre Eastasia... comme dans le roman éponyme « 1984 » ?

Sommes-nous entrés définitivement dans le monde de George Orwell avec la perspective d'une confrontation tous azimuts entre un bloc euratlantique et un bloc continental eurasiatique ?

L'actuelle montée des périls à laquelle nous assistons impuissants nous conduira-t-elle inéluctablement à un conflit potentiellement mondial ?

Ou bien tout cela n'est-il qu'une prodigieuse partie de bluff, une guerre par l'imaginaire des foules interposé grâce aux formidables capacités de manipulation mentale qu'ont engendrées la science et l'art publicitaire... aujourd'hui démultipliés par la télématique avec ses réseaux sociaux vecteurs de vents de rumeurs continentaux, de paniques et d'élans passionnels collectifs se propageant à la vitesse de la lumière ?

Les provocations militaires et diplomatiques de l'Administration Obama contre la Russie et la Chine – parce que c'est de cela dont il s'agit - entrent certainement dans ce cadre, tout comme les déclarations inouïes de Mme Clinton s'ingérant brutalement dans les affaires russes 1 ... en conduisant derechef, avec un infernal toupet, une inédite diplomatie du trompe l'œil et de ce que les anglo-saxons nomment le deception game... tromperie et désinformation en temps réel puisqu'à l'âge virtuel, la réalité est condamnée à s'effacer devant la perception subjective des événements et leur cortège d'émotions, de colère et d'erreurs que véhiculent mots et images calibrés à la mesure des tirs de barrage médiatiques !

Moscou face à une tentative de « révolution d'automne »

Dimanche 4 décembre, Russie Unie, le parti des compères Medvedev et Poutine, arrive en tête des élections législatives avec 49,3% des voix, soit 238 sièges sur les 450 que compte la chambre basse, la Douma, subissant néanmoins un recul de 77 sièges 2. L'agitation commence le lendemain lorsque 3000 militants du mouvement libéral Solidarnost sous la conduite d'Ilya Yashin et du militant anti-corruption Alexei Navalny 3, rameutés grâce aux réseaux sociaux Twitter et Facebook, se rassemblent devant la Commission électorale pour exiger une « Russie sans Poutine »... Là, 300 manifestants parmi lesquels Yashin et Navalny sont arrêtés par les forces de l'ordre. Pour l'anecdote les images de ce rassemblement diffusées peu après par la chaîne américaine Fox News 4 et reprises par France 24, n'étaient celles de manifestants moscovites... mais athéniens !

Seule la première impression étant la bonne et aucun correctif adéquat n'ayant été publié, ce sont des images d'émeutes que les opinions occidentales garderont en mémoire ainsi que toute la charge négative envers Poutine qui les accompagne !

Embrayant aussitôt sur ce qui apparaissait à travers la présentation qu'en faisait les médias comme l'amorce d'une révolte populaire spontanée, l'ancien président russe Mikhail Gorbatchev demandait l'annulation des élections, tandis que le ministre des Affaires étrangères britannique, William Hague - délaissant un instant la préparation d'une nouvelle guerre, cette fois contre la Syrie - cautionnait le rapport de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe dénonçant fort à propos des fraudes électorales, apparemment massives, lors du scrutin.

La révolution « FaceBook »

Alors qu'à Moscou ce lundi 12 décembre 80000 personnes – chiffre du Figaro - s'étaient réunies place des Marécages pour dénoncer les fraudes du 4 décembre, Russie unie, organisait de son côté une contre-manifestation au cœur de la capitale. Mais ici le quotidien français s'abstient de donner la moindre estimation !

Deux jours auparavant, la page Facebook « Manifestation pour des élections honnêtes » avait rassemblé virtuellement quelque 40 000 personnes. Un phénomène d'une ampleur inédite depuis le début des

années 1990 – et la chute du système soviétique – pour l’opposition. Reste que les temps ont changé grâce essentiellement à ces réseaux sociaux qui font converger des foules promptes à dénoncer la « farce électorale » et à scander « Une Russie sans Poutine ». Cependant, comme l’explique l’Agence Ria Novosti « les fraudes n’ont peut-être pas été plus nombreuses, mais elles sont devenues plus visibles »... Internet aura donc joué un rôle décisif dans la perception du scrutin pour cristalliser un mécontentement jusque là diffus au sein de foules sans visage.

On peut à ce stade, s’interroger avec quelque naïveté pour savoir ce qui ou simplement qui se cache derrière des événements à l’envergure malgré tout peu imprévisibles ? En fait, point n’est besoin d’être grand clerc pour percevoir que l’opération vise d’abord à empêcher le retour de Vladimir Poutine à la présidence en mars 2012. Ce faisant, de bloquer tout maintien d’une politique de souveraineté et d’indépendance au profit d’une Vieille Russie intrinsèquement peu sensible aux charmes promis d’une gouvernance mondiale. Ajoutons que même si l’organisation de cette fronde anti-Poutine vient de loin, il est loisible de supposer que les prises de position récentes du gouvernement russe en faveur du statu quo en Syrie ne sont pas tout à fait étrangères à cette évidente tentative de déstabilisation intérieure 5 .

Naturellement le porte-parole de Vladimir Poutine, Dimitri Peskov, démentant toute fraude massive, a pris le contre-pied de la proposition formulée la veille par le président Dimitri Medvedev, lequel se disait favorable à une « vérification » des résultats électoraux 6 ! Peskov précisant que « même en admettant que les résultats puissent être contestés en justice, cela ne peut en aucun cas remettre en cause la légitimité du scrutin [car] les prétendus témoignages de fraude ne concernent à peu près que 0,5 % du nombre total de bulletins ».

À noter, parmi les voix qui s’élèvent pour dénoncer cette amorce de révolution de velours celle de l’écrivain et blogueur - de gauche - Maxim Kalashnikov, sonneur de tocsin contre un mouvement séditieux soutenu par ceux-là même qui mettaient il y a deux décennies, la Russie en coupe réglée... ajoutant que ce serait folie de renverser le tandem Poutine-Medvedev pour installer à leur place des prédateurs internationalistes ! Et visiblement ses arguments font mouche en Russie où l’opposition libérale est singulièrement discréditée depuis le pillage de l’économie russe au cours des années Eltsine par des oligarques libéralistes triomphant, des mafieux reconvertis, des services publics à la dérive et corrompus en conséquence, une situation peu enviable encore dans toutes les mémoires.

Le quotidien international chinois Global Times dans un éditorial intitulé « L’ours ne danse pas aux mélodies occidentales » note à ce propos qu’en dépit d’une sensible baisse de suffrages au détriment de Russie Unie, les voix perdues n’ont malgré tout pas profité aux partis occidentalistes : « Les bulletins de vote sont désormais dans les poches des communistes et des libéraux démocrates ce qui ne reflète d’aucune manière un quelconque renforcement de l’idéologie pro-occidentale »... autrement dit, en faveur du renoncement à la souveraineté au profit de la financiarisation de la vie quotidienne et d’une mondialisation aussi dévorante qu’uniformisante !

Le jeu trouble de Gorbatchev, ex syndic de faillite de la Russie soviétique

Vendant la peau de l'ours avant de l'avoir tué, le Moscow Times, n'a pas hésité à écrire que cette élection serait « la dernière de Poutine ». Quant à lui, Mikhaïl Gorbatchev a carrément demandé l'annulation des élections, joignant sa voix à celle de Clinton, qui ne doute de rien, exigeant qu'« une enquête exhaustive » soit rondement menée.

Si au soir des élections, le 4 décembre, Gorbatchev fut le tout premier à réclamer l'annulation des élections, il avait déjà pris de l'avance en lançant en septembre 2010, une « initiative démocratique, non partisane » intitulée « Dialogue Civil » où l'on remarquait la participation d'Alexandre Lebedev, un proche de Nathaniel Rothschild, fils de Sir James de Rothschild, en Russie passé maître ès négoce des matières premières 7. En février dernier, Gorbatchev voyait rouge et en Russie Unie il distinguait une méchante réplique de l'ex Parti communiste soviétique, prophétisant « si les choses continuent ainsi, la probabilité d'un scénario de type égyptien s'accroîtra... À ceci près que le dénouement pourrait en être bien pire » !

Dmitri Rogozin, ambassadeur russe auprès de l'OTAN, dans un entretien d'août 2008 à Der Spiegel, dépeignait ainsi Gorbatchev : celui-ci « a fort bien compris les attentes des occidentaux, mais très mal celles de son propre pays au point d'avoir fait disparaître l'Union soviétique. À l'Ouest il est applaudi pour cela, mais en Russie, Gorbatchev ne peut pas sortir sans garde du corps sinon il se ferait taper dessus... Nous les Russes sommes définitivement allergiques à des hommes politiques comme lui ». D'ailleurs lorsque qu'en 1996 Gorbatchev se présenta aux élections présidentielles, il n'obtint qu'un score minable de 0,5%...

Le mensonge arme de destruction massive

Les campagnes de diffamation médiatique dirigées contre Poutine et contre une Russie où le gouvernement s'est risqué à éclaircir les rangs de la ménagerie oligarchique, ne datent pas d'hier. Tout est bon pour vilipender, ternir l'image des dirigeants, saper leur légitimité en les dénigrant systématiquement, ce qui est une façon lente mais certaine de conditionner les opinions publiques de l'ex Monde libre, préparant ainsi le terrain aux futures et actuelles entreprises de déstabilisation des régimes non totalement alignés sur Washington et la City. On le voit actuellement pour la Syrie qui a été l'objet d'une diabolisation sourdement renforcée tout au long de la dernière décennie, préparant et conditionnant peu à peu les opinions occidentales à accepter d'avance, et même à souhaiter, une intervention étrangère pour renverser un régime honni.

Or, ce que les médias nous cachent à propos de la contestation moscovite, est que la plupart des bruyantes oppositions de la rue est financé par des fondations d'Outre Atlantique telles Democratic Alternative, la Henry Jackson Foundation, le Moscow Helsinki Group avec « Stratégie 31 », ou « Da »... Une longue liste d'acteurs - individus ou groupes - tous plus ou moins soutenus matériellement par la National Endowment for Democracy - Fondation américaine pour la démocratie NED - laquelle constitue au même titre que l'US-AID, mais seulement depuis trois décennies, l'une des vitrines grand public de la Central Intelligence Agency spécialisée dans la corruption des syndicats ouvriers et patronaux et du personnel politique, de droite comme de gauche, en faveur d'une défense prioritaire des intérêts américains 8. Un fil rouge reliant entre eux une majorité d'opposants - toujours désignés comme

« indépendants » - composant la mosaïque de ces indignés qui à l'heure actuelle remplissent les rues des villes russes. Comme de bien entendu les médias de l'Ouest feignent de ne rien voir ni savoir !

Pourtant dès 2006, le Kremlin dénonçait la prolifération d'associations étrangères dont certaines étaient déjà soupçonnées d'œuvrer à la déstabilisation du régime sous couvert justement de la Fondation américaine pour la démocratie. Afin de prévenir toute tentative de révolution colorée, les pouvoirs publics mettaient alors en place un sévère encadrement des Organisations non gouvernementales d'origine exotique ! Réglementation évidemment dénoncée à l'Ouest comme une nouvelle agression contre la liberté d'association.

Ainsi Golos, seule organisation indépendante de Russie pour l'observation des élections, est financée par la NED, ce que l'on trouve noir sur blanc sur le site officiel de l'agence [NED.org] : « Regional Civic Organization in Defense of Democratic Rights and Liberties Golos »... laquelle a bénéficié d'une dotation de 65 000 \$ aux seules fins d'observation du cycle des élections russe de l'automne 2011 et du printemps 2012, en incluant l'analyse de la presse, des mouvements politiques, des commissions électorales et l'application de la législation.

Le cahier des charges de Golos comprenant en outre un volet communication soit des conférences de presse locales et nationales, la publication de rapports, etc. Ce qui revient à dire que les organismes qui dénoncent avec tant de vigueur la « corruption » - hélas bien réelle - et « les fraudes électorales » 9 sont en première instance financés par la NED, ce qui est loin d'être neutre et présente un caractère accentué de conflit d'intérêt lorsque cela concerne Golos censé être l'arbitre impartial des scrutins russes, en réalité financé par un État étranger et penchant nettement en faveur de l'opposition !

Tout est bon pour discréditer la Russie de Poutine : sondages et phantasmes

Alexandre Latsa dénonçait le 13 juillet 2011 10 une série d'articles parue dans la presse occidentale (Le Figaro, Le Soir, La Tribune de Genève) désignant la Russie comme un pays sans avenir et désespérant pour sa jeunesse. Un sondage tombé à pic démontrait en effet « qu'un cinquième des Russes, 22% souhaiterait émigrer » et « qu'en trois ans, selon des données officielles, environ 1,2 million de personnes auraient déjà quitté la Russie ». Des chiffres accablants (Europe 1) montrant l'abîme séparant les déclarations fantaisistes du pouvoir et la vérité sociale d'un pays en pleine déshérence. Reste que les faits, têtus, n'ont rien à voir avec les obsessions ou les phantasmes idéologiques... car si 22% des sondés affirment vouloir émigrer, ils ne sont que 1% à préparer effectivement leur départ et ne sont que 2% à avoir pris la décision de partir... 69% par conséquent ne songe pas à quitter la Russie. Par comparaison, en 2006, 25% des jeunes britanniques souhaitaient émigrer ; 33% en décembre 2010. La même année, 30% des jeunes gens des pays membres de la ligue arabe souhaitaient eux aussi partir. En 2009, 20% des Chinois diplômés souhaitaient également voir d'autres cieux tout comme 20% des Bulgares en âge de travailler... Quant au nombre de Russes ayant définitivement émigré, le chiffre est de 105 544 depuis 2008 et non de 1,25 million ! Mauvaise foi et incompétence sont ici les deux mamelles d'une presse prompte à instruire des procès en sorcellerie et pour laquelle toutes informations même les plus controuvées, font ventre pourvu qu'elles noircissent le tableau d'une Russie patriotique et qui entend apparemment le rester.

Si la Russie le voulait elle pourrait rendre en Afghanistan aux Américains la monnaie de leur pièce

Washington avant de pousser plus avant le feu de la subversion télématique devrait considérer jusqu'où exactement ne pas aller trop loin. Parce que, sans monter aux extrêmes, Moscou dispose de multiples moyens d'embarrasser les É-U, à commencer en Afghanistan... Tant que le retrait de leurs troupes n'est pas effectif, tout comme celles de l'Otan, celles-ci restent vulnérables en cas de blocus russe ! Autrement dit, au cas où Moscou interdirait son espace aérien aux vols d'approvisionnements de l'Otan, ou le transit à travers son territoire 11 . Un argument de négociation que Moscou se réserve si aucun compromis n'intervient par exemple quant au bouclier anti-missile que les É-U entendent installer en Europe du Nord 12 ...

Cela même alors que le Pakistan bloque sine die la Passe de Kyber interdisant le passage aux convois de ravitaillement des coalisés, suite à l'attaque du poste de Mohmand par des troupes de l'Otan... laquelle a fait 24 morts parmi les pakistanais, sans compter les spectaculaires attentats qui détruisent régulièrement les divers convois destinés à la coalition occidentale. Si donc le Pakistan fermait à son tour son espace aérien, ce serait alors pour l'Otan la fin des haricots : les coalisés de la Force de stabilisation auront des armes mais pas de munitions, ni de carburant pour faire fonctionner leurs installations lourdement énergivores (ex. 150 litres d'eau douce épurée par homme et par jour là où il en fallait 3 ou 4 aux forces françaises combattant le Vietminh). Les réserves de l'Isaf sont en principe de trois mois, mais dans l'hypothèse d'une grève du droit de passage nord et sud, le borbier afghan pourrait rapidement se transformer en guêpier, à savoir une sorte de Dien Bien Phu logistique pour les 130 000 hommes de l'Isaf (48 nations dont 28 membres de l'Otan. Source Otan) qui s'y trouvent enfermées à l'instant présent !

Mais ici il s'agit pour l'heure de pures spéculations, même si le Lieutenant Général du cadre pakistanais de réserve, Hamid Gul n'hésite pas à envisager publiquement une concertation avec la Russie en vue d'établir un blocus logistique des forces occidentales en Afghanistan afin que « les troupes américaines et celles de l'Otan soient étranglées [car] le temps est venu pour le Pakistan de se trouver l'occasion manquée après les attentats du 11 Septembre de regagner respect et souveraineté ». Une occasion de réhabilitation en quelque sorte et d'affranchissement à l'égard du maître américain ? Or jusqu'ici ce genre de propos était – semble-t-il - rarement tenu à haute voix. Comme les temps changent !

Les prophètes de l'Apocalypse

Retour à Washington où nous inclinerons à accorder quelque crédit à la revue géopolitique EIR 13 qui aurait publié le 7 décembre 2011 le témoignage d'un ex amiral de l'US Navy [sans autre précision] selon lequel les militaires américains craignent fortement qu'Israël n'emploie l'arme nucléaire en seconde frappe après une première attaque conventionnelle « préventive » sur l'Iran, c'est-à-dire en cas de représailles iraniennes... Étrange cas de légitime défense n'est-ce pas ?

Toujours selon l'amiral Person, la région du golfe persique et l'Est méditerranéen seraient le déclencheur pour une guerre générale. Évoquant la présence en Syrie de commandos iraniens des Gardiens de la révolution, il n'exclut pas non plus une guerre civile entre Sunnites et Chiites d'Irak après le départ des troupes américaines. « Mais étant donné la folie israélienne, je vois l'Iran comme le problème le plus effrayant ». Rejoignant ce que nombre d'observateurs pensent de façon ouverte, s'étant rendu compte de la profonde sociopathie, assortie d'une extraordinaire aptitude à manipuler les opinions et à pratiquer une systématique distorsion du réel, dominante et parfaitement repérable chez certains chefs politiques et religieux israéliens ou de la diaspora.

Face à l'escalade des menaces internationales contre l'Iran, l'Ayatollah Khamenei vient aux dernières nouvelles, d'ordonner aux chefs des forces de sécurité de se mettre en état d'alerte. Selon le Daily Telegraph, le commandant des Gardiens de la révolution, le général Jaafari aurait fait redéployer les missiles longue portée Shahab sur des sites secrets le long des frontières afin de les préserver de toute neutralisation ennemie et de pouvoir déclencher immédiatement des représailles en cas d'attaque.

Dans une interview à la chaîne Russia Today, le général Leonid Ivashov (président de l'Académie russe de géopolitique) a pour sa part présenté la présence de navires de guerre russes en Méditerranée orientale et dans le port syrien de Tartous, comme un fait essentiellement « politique et pacifique étant donné qu'il n'est aucunement question pour la Russie de participer à une quelconque guerre ». Au contraire, la mission de la flotte russe est « d'éviter tout conflit régional déclenché par une agression dirigée contre la Syrie ou contre l'Iran » ajoutant que « l'escadre russe est porteuse d'un message à Israël, à la Communauté internationale et spécifiquement à la Turquie, laquelle semble en effet avoir décidé de participer à une possible aventure militaire ». Refusant toute ingérence dans les affaires de quelque État souverain que ce soit, notamment la Syrie, Ivashov a vertement critiqué le gouvernement de M. Erdogan, le jugeant « dominé par la ploutocratie mondialiste et par les politiciens américains, et regrettant à ce titre que la Turquie puisse devenir l'éventuel déclencheur d'une guerre régionale ».

De leur côté, les présidents russe Medvedev et chinois Hu Jintao ont « validé un accord de principe » en vertu duquel la seule façon d'arrêter une agression de l'Occident pilotée directement ou en sous mains par les États-Unis, serait une « réplique militaire directe et immédiate ». À ce propos le général militaire de l'Université chinoise de la Défense nationale, Zhang Zhaozhong aurait averti que « la Chine n'hésitera pas à protéger l'Iran, même s'il faut pour cela déclencher une troisième guerre mondiale », faisant en cela écho au général Nikolaï Makarov « Je n'exclus pas des conflits armés locaux ou régionaux pouvant évoluer vers une guerre à grande échelle, incluant l'utilisation d'armes nucléaires »... une déclaration intervenant après un sérieux incident ayant - semble-t-il - impliqué l'ambassadeur russe, Vladimir Titorenko, lors de son voyage de retour de Syrie, et du personnel de sécurité qatari qui aurait tenté de s'emparer d'une valise diplomatique contenant des informations recueillies par les Services de renseignements syriens et portant sur la préparation d'une invasion de la Syrie et de l'Iran par les États-Unis !

« Menace de génocide nucléaire iranien et options israéliennes » !

Jean-Patrick Grumberg, une voix pas tout à fait anodine, a eu la bonne idée de nous donner sur son site 14, des nouvelles de la conception nucléariste et génocidaire de la Pax Hebraïca. Ceci peu après la

publication du dernier rapport « accusateur » de l'Agence Internationale à l'Énergie Atomique et alors que Nicolas Sarkozy promettait à l'occasion du G20 « de ne pas rester les bras croisés, si l'existence d'Israël était menacée ». Citant Le Figaro, Grumberg rapporte l'analyse de l'ancien directeur du Mossad d'Efraim Halevy : « Nous sommes en guerre contre l'Iran. La plus grande partie de cette guerre est clandestine », embranchant sur des extraits particulièrement édifiant d'un ouvrage de Richard L. Rubenstein publié aux États-Unis et traduit en 2010 sous le titre « Jihad et génocide nucléaire »... « Probablement l'analyse la plus profonde publiée à ce jour sur l'acquisition de l'arme nucléaire par l'Iran » selon Michel Gurfinkiel (ex éditorialiste de Valeurs actuelles et Wall Street Journal, récemment reçu en grande pompe par le directeur de la station de droite Radio Courtoisie) qui « souhaiterait que chaque ministre et chaque député, en Europe et en France, prenne le temps de consulter cet ouvrage ». En effet, cela vaut le détour !

Voyons cela : extraits de « Jihad et génocide nucléaire »...

« Israël n'est pas dénué de moyens de faire face à la menace iranienne. Selon le Wall Street Journal, lorsque son équipe éditoriale, au cours d'une conférence le 2 avril 2009, demanda à l'amiral Mike Mullen, président du Comité des chefs d'état-major interarmées américains, si Israël était en mesure de causer des dommages significatifs aux dispositifs nucléaires de l'Iran », sa réponse fut simplement : Oui. ... Dans tous les scénarios cités, si Israël se contente de détruire les installations nucléaires de l'Iran, opération dont le succès est incertain, cela n'annulera pas la menace à long terme d'un génocide. Avec le temps, l'armement dévastateur et les équipements peuvent être rebâti ou remplacés. La colère et l'humiliation qui s'ensuivraient dynamiseraient la volonté de reconstruction et de vengeance. Cependant, à moins que l'Iran ne mette fin à l'acquisition d'armes nucléaires, Israël n'a que peu de choix politiques, aucun n'étant satisfaisant. En dépit des risques évidents, une frappe préventive visant la population civile pourrait apparaître à certains Israéliens le choix le plus raisonnable. Je tremble en écrivant ces mots, mais je rappelle à mes lecteurs que les dirigeants de l'Iran ont, de manière répétée, menacé de détruire complètement Israël, non l'inverse. Dans ces circonstances, si la diplomatie échoue, le seul moyen pour Israël de prévenir une éventuelle revanche après une offensive contre les installations militaires serait de détruire d'abord les centres urbains. ... En déclenchant une attaque préventive visant les principales concentrations urbaines iraniennes ainsi que les centres industriels, Israël pourrait infliger des dommages considérables. Et il ne dépendrait pas de la seule force aérienne, car il dispose du missile Jéricho-3, un missile balistique sol-sol pouvant porter une tête nucléaire, chimique ou biologique, jusqu'à, dit-on, 4 500 kilomètres. Ce missile paraît pouvoir résoudre le viol d'un espace aérien ennemi. De plus, Israël possède trois sous-marins « Dolphin Class » de fabrication allemande, capables d'envoyer des têtes nucléaires à 2 500 kilomètres. D'ailleurs, si Israël estime qu'il doit frapper les principaux centres urbains, des tirs de haute précision ne sont pas même nécessaires. Vingt pour cent environ de la population iranienne, soit douze à quatorze millions de personnes, vivent dans la métropole de Téhéran, que Cordesman décrit comme « un bassin topographique (avec) un réflecteur montagneux » formant un espace « presque idéal pour une destruction nucléaire ».

Bien entendu l'auteur tempère son propos en évoquant les risques qu'une telle éventualité – rayer de la carte la conurbation de Téhéran et ses douze à quatorze millions d'habitants – ferait courir à la bonne réputation d'Israël devenue pour le coup la paria planétaire, il n'en demeure pas moins que l'hypothèse de frappes anti-cité à objectifs démographiques est clairement posée sur la table...

Laissons la conclusion, plus réconfortante, à l'analyste français, Alain Corvez pour lequel nous ne sommes pas encore tout à fait parvenus au cœur de la Mer des ténèbres « Nous sommes à un point d'inflexion de la courbe des équilibres du monde avec la crise actuelle. L'impérialisme américain a atteint ses limites et le monde multipolaire est en train de se mettre en place dans la douleur. La Russie et la Chine se sentent directement menacées par cet impérialisme et savent qu'elles n'ont pas les moyens de l'abattre mais peuvent désormais marquer des limites à ne pas dépasser grâce aux appuis d'autres pôles de puissance qui voient aussi leurs intérêts menacés, BRICS et autres ! »

Léon Camus le 12 décembre 2011

Notes

(1) Selon le Kremlin « Les propos de la secrétaire d'Etat Hillary Clinton sur les élections législatives en Russie, ainsi que les commentaires similaires des représentants de la Maison Blanche et du Département d'État américain sont inacceptables ». Mme Clinton avait notamment déclaré que ces élections n'étaient « ni libres ni justes ». À Vilnius où se réunissait le sommet de l'OSCE, Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, elle n'hésitait pas à stigmatiser le 6 décembre « des tentatives de bourrage d'urnes, de manipulations des listes électorales ».

(2) Arrivé deuxième, le Parti communiste qui obtient 19,2% des suffrages et 92 sièges, soit 35 de plus qu'en 2007. Puis Russie Juste et le Parti libéral-démocrate, respectivement 13,25% et 11,68%, soit 64 et 56 sièges au lieu de 38 et 40.

(3) Porté au pinacle par la presse internationale, Navalny milite également - dans la mouvance nationaliste sur le modèle Identitaire - contre l'immigration. Formé aux États-Unis par le World Fellows Program de l'Université de Yale - créé par le président de l'université Richard Levin afin de créer un réseau global de Young leaders - il occupe ainsi l'aile droite de la contestation. Notons que ces « jeunes espoirs » sont en autres pris en mains par Malloch Brown, ancien du Foreign Office, par Aryeh Neier, présidente de l'Open Society Institute de George Soros ou encore Tom Scholar, ancien chef de cabinet de Gordon Brown.

(4) Fox News lies about riots in Russia <http://www.youtube.com/watch?v=fkqR...>

(5) Moscou s'était mordu les doigts d'avoir laissé passer au Conseil de Sécurité la Résolution 1973 qui allait donner toute latitude à l'Otan et au Qatar – bras armé des É-U dans le Golfe arabo-persique – de conduire une véritable guerre sous couvert d'aide humanitaire. Or la Russie sait que si le modèle libyen est reproduit en Syrie, la Méditerranée deviendra le lac de l'Otan, la Mare vestrum des Atlantistes. Kadhafi éliminé, les seuls États encore récalcitrants sont avec la Syrie, le Liban du Hezbollah et l'Iran.

(6) Un bémol qui manifesterait que l'entente entre les deux hommes – entre lesquels certaines divergences étaient apparues il y a approximativement un an – n'est pas aussi parfaite qu'il y semble et que Medvedev n'est pas encore totalement débarrassé de tout tropisme à l'égard de séductions occidentalistes.

(7) Le Dialogue Civil proposait en mars 2009, afin de juguler tout risque lié à la crise financière globale « un transfert vers les créanciers, y compris étrangers, des droits de propriété dans des compagnies débitrices russes, afin d'assurer le maintien des flux de capitaux vers l'économie russe ». Autrement dit que certains pans du secteur minier et de l'énergie soient cédés par exemple à la Royal Bank of Scotland. Cf. Nouvelle Solidarité 10 déc.

(8) « La NED, vitrine légale de la CIA » Thierry Meyssan - Odnako n° 35 - 27 septembre 2010. Repris sur Voltaire.net.org.

(9) Marginale si le chiffre avancé de 0,5% est vérifié. Reste que la fraude en Russie n'est certainement pas plus odieuse que les trucages – et les absurdes recomptages – ayant permis la réélection du sieur Bush en nov. 2004.

(10) Un autre regard sur la Russie - Ria Novosti

(11) Des voies d'acheminement indirectes existent bien sûr, notamment via la Géorgie et l'Azerbaïdjan, mais plus longues et plus aléatoires au cas où la situation internationale se dégraderait au point que les Russes décident de fermer les lignes de ravitaillement de l'Otan et des forces américaines spécifiques d'Enduring Freedom, Opération Liberté Immuable. En juin 2011 Obama annonce le retrait d'ici à l'été 2012 du « tiers » des forces américaines stationnées en Afghanistan, soit 33000 après avoir accru leurs effectifs de 30 00 hommes.

(12) News International – Islamabad Pakistan. 1er déc. 2011 « Vietnam-Style Exit : Russia Could Deliver Death Blow To Nato in Af-Pak War Theater ».

(13) Executive Intelligence Review de Lyndon H. LaRouche, Jr

(14) Jean Patrick Grumberg, journaliste, éditeur du site Dreuz.info, photographe de rue. Ancien lobbyiste. A vécu à Paris, Los Angeles et s'est établi entre Israël et la Californie. Fondateur en 1976 d'Hifissimo, site pionnier de vente qu'il a revendu en 2007. Président de l'association « Laissez Nous Travailler ».

Le 19 décembre 2011

Geopolintel - 2011-12-16

3 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

3-1 Chavez : "Les protestations, en Russie, inspirées par les Etats-Unis".

Les protestations contre les résultats des législatives, en Russie, ont été inspirées par les Etats-Unis, qui ont essayé de déstabiliser le pays, à l'instar du scénario égyptien, libyen et syrien, ainsi que celui des pays d'Amérique latine, a estimé le Président vénézuélien, Hugo Chavez, cité, mercredi soir, par la chaîne Venezuela de Television.

Selon M.Chavez, parallèlement à "l'attaque de l'empire des yankees", une campagne médiatique internationale a été lancée contre Vladimir Poutine, candidat à la prochaine élection présidentielle, en Russie."Les Etats-Unis essaient de miner son autorité (à Poutine, nldr), de diviser la Russie et de déstabiliser son gouvernement, afin de réaliser le projet impérialiste d'hégémonie mondiale", a déclaré le président vénézuélien.

29/12/2011

IRIB

3-2 Alexandre Latsa : Réflexion sur les manifestations en Russie.

"Un autre regard sur la Russie"

L'année 2011 se termine et avec elle un mois de décembre placé sous le signe des manifestations politiques. Rappelons les faits: suite aux élections du 04 décembre 2012 qui ont entraîné une baisse de Russie Unie et une forte hausse des partis nationalistes ou de gauche, des fraudes électorales ont été dénoncées. Ces fraudes auraient permis au parti au pouvoir et disposant de la ressource administrative, de gonfler son score et de fausser les résultats. Pourtant, près de deux semaines après les élections, alors que des enquêtes sont en cours suite aux plaintes déposées, le nombre de fraudes recensées dans le pays y compris Moscou ne semble pas avoir faussé notablement le scrutin, dont les résultats sont conformes aux nombreux sondages et estimations d'avant et d'après vote.

Revenons aux manifestations: Le 10 décembre 2011, un grand meeting unitaire d'opposition avait lieu à Moscou, rassemblant 30 à 40.000 personnes. J'ai déjà décrit la relative incohérence politique de cette manifestation qui rassemblait côte à côte des membres de la jeunesse dorée Moscovite, des nationalistes radicaux, des antifascistes, ainsi que des libéraux et des communistes. Souhaiter le départ à la retraite de Vladimir Poutine n'est pas un programme politique, et quand à la tenue de nouvelles élections, on se demande en quoi elle concerne des dizaines de sous-groupuscules politiques non candidats à la représentation nationale.

Le 17 décembre le parti d'opposition libérale Iabloko a rassemblé quelques 1.500 partisans, alors que le même jour qu'un millier de sympathisants du mouvement eurasien et du syndicat des citoyens russes (Профсоюз Граждан России) se réunissaient pour dénoncer les manipulations oranges et rappeler la nécessité d'un état fort. Le lendemain, le 18 décembre, ce sont près de 3.500 militants du parti Communiste qui se sont réunis. Le 10 décembre, lors de la grosse manifestation d'opposition, l'un des leaders de l'opposition libérale, Mikhaïl Kassianov, avait affirmé que "Si aujourd'hui nous sommes 100.000, cela pourrait être 1.000.000 demain". Celui-ci a appelé à un printemps politique en Russie, un discours étrangement similaire à celui de l'excessif républicain John Mc Cain ces dernières semaines. Pour autant aucune marée humaine n'a déferlé dans les villes du pays, au grand dam de nombre de commentateurs occidentaux qui annonçaient déjà l'Armageddon en Russie, et c'est seulement une neige abondante qui a recouvert le pays le 24 décembre, jour de la manifestation unitaire.

Cette journée du 24 décembre n'aura finalement été un succès qu'à Moscou. En province, dans les autres villes de Russie, la mobilisation aura faibli par rapport aux rassemblements du 10 décembre. A Vladivostok, la manifestation a réuni 150 personnes, contre 450 le 10 décembre. A Novossibirsk 800 personnes ont défilé contre 3.000 le 10 décembre. A Tcheliabinsk dans l'Oural, les manifestants étaient moins de 500 contre 1.000 le 10 décembre, à Iekaterinbourg 800 personnes ont manifesté contre 1.000 le 10 décembre dernier. A Oufa, 200 manifestants se sont rassemblés, soit autant que le 10 décembre. Enfin 500 personnes ont défilé à Krasnoïarsk contre 700 le 10 décembre. Notons qu'à Saint-Pétersbourg, haut lieu de la contestation et bastion libéral en Russie, de 3 à 4.000 personnes ont défilé, contre près de 10.000 le 10 décembre dernier. (Sources : Ria-Novosti et Ridus.ru).

Dans la capitale le 24 décembre, 3 meetings différents ont eu lieu. 2.000 nationalistes du parti nationaliste Libéral-Démocrate de Vladimir Jirinovski, et 3.000 sympathisants du politologue Sergueï Kurginyan ont manifesté séparément pour répondre à la "peste orange". Enfin et surtout dans ce qui est sans doute le plus gros meeting d'opposition de l'année, avenue Sakharov, ce sont 40 à 50.000 personnes qui se sont rassemblées. La manifestation de Moscou s'est déroulée sans incidents notables, si ce n'est à la fin du meeting, quand des radicaux d'extrême droite ont tenté de monter sur la tribune en force, alors même que le leader ultra nationaliste Vladimir Tor (dirigeant du mouvement NazDems) avait pris la

parole quelques minutes auparavant. On peut du reste se demander pourquoi les nombreux journalistes occidentaux présents n'ont pas relevé le fait que plusieurs milliers de jeunes nationalistes radicaux sifflaient ou criaient "russophobe" en direction de certains orateurs de diverses confessions et scandaient des slogans tels que: "les russes ethniques de l'avant", ou "donnez la parole aux russes ethniques". Un deux poids deux mesures pour le moins surprenant.

Dans le pays et donc surtout à Moscou, les rassemblements du 24 décembre ont tourné à la cacophonie politique totale. Les meetings ont de nouveau rassemblé toutes les composantes politiques les plus improbables, des nationalistes radicaux aux antifascistes, en passant par les libéraux, les staliniens, les activistes gays et lesbiennes ou quelques stars du Show Business russe. Plus surprenant, toujours lors de la manifestation de Moscou, la présence du milliardaire Prokhorov et de l'ancien ministre des finances Aleksei Koudrine, pourtant proche de Vladimir Poutine. Aleksei Koudrine a d'ailleurs pris la parole, ajoutant à la cacophonie ambiante et déclenchant un record de sifflements du public. Pour la première fois un député d'opposition très connu a mis le doigt sur cette désunion systémique de la soi disant opposition, en quittant la manifestation avant même de prendre la parole. Même son de cloche pour l'analyste politique Vitali Ivanov, pour qui l'opposition à Vladimir Poutine est une nébuleuse qui mène des conversations de cuisine.

La prochaine grande journée de manifestation devrait avoir lieu en février, c'est à dire pendant le mois précédant l'élection présidentielle du 4 mars 2012. Pour autant, on imagine difficilement comment Vladimir Poutine ne serait pas réélu et tout d'abord au vu de la situation économique que connaît le pays. La croissance du PIB devrait frôler les 4,5% en 2011 et sans doute autant en 2012. Le taux de chômage est descendu à 6,3%, la dette du pays est faible, inférieure à 10% du PIB, et les réserves de change sont d'environ 500 milliards de Dollars. L'inflation est à la baisse, estimée pour cette année à 6,5% soit son plus faible niveau depuis 20 ans. La Russie est aujourd'hui la 10ième économie du monde en produit intérieur brut nominal et la 6eme économie mondiale à parité de pouvoir d'achat. Selon les analyses du centre de recherche britannique CBER la Russie devrait être la 4ième économie de la planète aux environ 2020.

Il est donc très difficile d'imaginer comment la personne jugée directement responsable de ce redressement économique par la majorité des citoyens pourrait ne pas être réélue. Bien sur il est plausible que la vague de mécontentement se reflète dans les scores de la présidentielle de mars 2012, et que Vladimir Poutine ne soit pas élu au premier tour avec 71% des voix, comme en 2004, ou avec 72% des voix, comme Dimitri Medvedev en 2008, dans une Russie en totale euphorie économique. Celui ci devra probablement envisager un score plus proche de celui de mars 2000 (Vladimir Poutine avait obtenu 52% des voix) voire se préparer à un second tour. Si tel est était le cas, il y affronterait probablement le candidat du parti communiste, Guennadi Ziouganov. Un choix cornélien pour les occidentaux, mais qui refléterait parfaitement la tendance électorale initiée par les dernières élections législatives russes qui ont vu les partis de gauche augmenter fortement leur poids électoral.

Alexandre Latsa

L'opinion de l'auteur ne coïncide pas forcément avec la position de la rédaction.

